

derniers temps pour combattre l'inflation. C'est le gouvernement qui a, de propos délibéré, freiné l'économie et qui est responsable du chômage croissant ainsi que du nombre accru de faillites. C'est lui qui est à l'origine des terribles pressions économiques et financières que subissent beaucoup de petites entreprises, même quand elles n'ont pas été acculées à la faillite.

Le premier ministre a indiqué à un moment donné qu'il était prêt à accepter un taux de chômage de 6 p. 100 dans le cadre de sa politique anti-inflationniste. Eh bien, en octobre, le chômage a déjà atteint un taux de 6.5 p. 100 compte tenu des variations saisonnières et, au cours de l'hiver, il se situera probablement entre 9 et 11 p. 100, et même au-delà dans certaines régions. La pseudo-lutte contre l'inflation, dont nous ont parlé le ministre des Finances et le premier ministre, s'est révélée catastrophique pour des centaines de milliers d'ouvriers canadiens.

● (3.10 p.m.)

Ce désastre a aussi frappé les familles. Quiconque s'est penché sur les chiffres relatifs au chômage sait que beaucoup de gens n'y sont pas inclus mais n'en sont pas moins sans emploi. Il en est ainsi, par exemple, des femmes en quête d'un emploi et des jeunes gens qui voudraient se faire embaucher mais abandonnent la partie en désespoir de cause. Il y a lieu de s'attendre, pour l'hiver prochain, non pas à 750,000 ou 800,000 chômeurs, mais à un chiffre avoisinant le million, et qui atteindra certainement les 900,000. Si l'on ajoute les personnes à la charge des chômeurs, il n'est pas exagéré de s'attendre, pour cet hiver, à une masse de deux à trois millions de gens qui seront soit sans emploi, soit affectés par la perte de revenu de ceux qui seront réduits au chômage.

Nous avons prévenu le gouvernement que sa politique se traduirait pour les Canadiens par une catastrophe de ce genre. A mon sens, le mot catastrophe n'est pas trop fort quand on songe à ce qui nous attend cet hiver. Le nombre des assistés sociaux a augmenté dans tout le pays. Dans toutes les grandes villes, on a enregistré un dépassement des crédits affectés aux prestations sociales. Rien qu'à Toronto, l'excédent de dépenses a atteint 22 millions de dollars, en ce qui concerne les prestations sociales. Il en va de même pour York et les régions qui l'entourent. Lorsque je parle de Toronto dans ce contexte, c'est au grand Toronto que je songe et non pas seulement à la ville elle-même. La situation est la même dans d'autres parties du pays, comme certains de mes collègues ne manqueront sans doute pas de le signaler. En suivant cette politique, le gouvernement a encore une fois fait porter la charge à ceux qui sont le moins en mesure de l'accepter, c'est-à-dire, les administrations municipales qui ont dû harceler le gouvernement provincial pour obtenir un supplément de revenu leur permettant de régler les frais croissants du bien-être, résultat direct des politiques du gouvernement destinées à accroître le chômage.

Il existe un rapport direct entre cette situation et les incidents au Québec qui ont fait l'objet des délibérations de la Chambre au cours des dernières semaines. Dans un [M. Lewis.]

de mes discours, j'ai déclaré, tout comme le chef de mon parti et d'autres députés, que même si personne n'a laissé entendre que les membres du FLQ se préoccupent uniquement, comme ils le prétendent, de justice sociale, il est vrai néanmoins que de petits groupes de révolutionnaires improvisés comme le FLQ n'auraient pas osé agir de la sorte si la situation socio-économique au Québec ne les avait pas incités. Nous avons tous admis que ce sont des détraqués à mentalité criminelle, des individus qui ont besoin de l'attention que la police leur accorde aujourd'hui et qui auraient dû l'obtenir depuis longtemps.

Si on me permet de me répéter, je dirai que n'eussent été le mécontentement des jeunes, le désespoir des vieux et la détresse des chômeurs, le FLQ n'aurait pas trouvé de terrain propice, ou alors il n'aurait suscité aucune sympathie; détesté de tous, il n'aurait pas tenté cette expérience. Le désespoir, le chômage et la dépression économique attirent le désastre et l'agitation d'une façon ou d'une autre.

C'est là le dénouement d'une longue histoire de misère et d'inégalité. Cette histoire enseigne aux jeunes Québécois qu'ils ne peuvent obtenir le même emploi qu'un Canadien anglophone ni parvenir à une situation aussi élevée; que le salaire moyen a toujours été dans cette province plus bas qu'en Ontario; que sur 77,000 emplois créés en 1970, 49,000 l'ont été en Ontario et 3,000 seulement au Québec. Et le chômage va encore augmenter cet hiver. En tolérant cette situation, le gouvernement, et en fait le Parlement, font tout pour s'attirer des difficultés. C'est pourquoi je porte un intérêt si grand et si immédiat à cette question, comme tous les députés, j'en suis sûr.

Comme je ne voudrais pas dépasser le temps qui m'est imparti, je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet. Passons à une autre question. Ce qu'il y a de navrant dans la situation actuelle, c'est qu'il n'y a pas grand-chose à faire en novembre pour modifier le taux de chômage en janvier, février et mars. De la façon dont fonctionne l'économie, il faut toujours compter un délai de six mois à un an avant qu'un investissement ne commence à procurer de l'emploi ou qu'une injection de capitaux relance l'économie. Il en va de même de la politique fiscale et des autres.

Le gouvernement a cessé d'agir, sachant bien qu'il n'y a pas grand-chose à faire à l'heure actuelle, en novembre, pour atténuer la tragédie des prochains mois. Il est également vrai que cet état de choses a été signalé au gouvernement il y a six ou huit mois. Je me souviens en effet d'avoir posé au premier ministre, il y a de cela environ six mois, une question où je parlais du fait que lui et moi savions tous deux qu'il faudrait attendre un certain temps avant qu'on puisse sentir une amélioration de la situation économique et que, par conséquent, il fallait commencer à lever les restrictions monétaires, le gel des dépenses publiques dès ce moment pour que, cet hiver, les mesures prises profitent utilement et réellement aux chômeurs. Je me souviens que mon chef a posé la question et que le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) a lui aussi signalé la chose au gouvernement.

Même un étudiant, fort de quelques notions d'économie, aurait très bien su, le printemps dernier, qu'à moins